La "descente aux enfers" du Burundi décortiquée dans un rapport de la FIDH

@rib News, 15/11/2016 - Source AFP RÃ©pression, "fuite en avant" d'un rÃ©gime qui se radicalise et risque gÃ©nocide: un rapport de la FÃ©dÃ©ration internationale des droits de l'Homme (FIDH) dÃ©cortique la "descente aux enfers" du Burundi depuis avril 2015 et exhorte la communautÃ© internationale Ã "agir avant qu'il ne soit trop tard". Fruit d'un an et demi d'enquÃªte menÃ©e par les membres et informateurs de la FIDH et de son organisation au Burundi, Iteka, le rapport de plus de 200 pages publiÃ© mardi documente les crimes et la rÃ©pression depuis le dÃ©but de la crise politique provoquÃ©e par la dÃ©cision du prÃ©sident Pierre Nkurunziza de briguer un troisiÃ¨me mandat, en avril 2015.

Des manifestations avaient alors Ã©tÃ© violemment rÃ©primÃ©es et un coup d'Ã©tat manquÃ© en mai 2015 a fait basculer le pouvoir dans une rÃ©pression systÃ©matique. Le prÃ©sident Nkurunziza a Ã©tÃ© rÃ©Ã©lu en juillet 2015 et les tendances rÃ©pressives se sont "intensifiÃ©es", selon le rapport, qui Ã©voque assassinats ciblÃ©s, dÃ©tentions arbitraires massives et "ethnisation" de la crise. Le tout de pair avec une radicalisation et un isolement croissant du rÃ©gime, qui coupe les ponts avec la communautÃ© internationale: en octobre, Bujumbura, vivement critiquÃ© par l'ONU, a rompu toute coopÃ©ration et surtout a annoncÃ© son retrait de la Cour pÃ©nale internationale (CPI), entraÃªnant plusieurs pays africains dans son sillage. Selon la FIDH, la crise au Burundi a fait Ã ce jour plus de 1.000 morts, 8.000 personnes dÃ©tenues pour des motifs politiques, 300 Ã 800 disparus, et a poussÃ© plus de 300.000 personnes Ã l'exil. Les crimes sont essentiellement l'oeuvre des forces du rÃ©gime et du parti au pouvoir, le CNDD-FDD, selon l'ONG, qui pointe notamment le rÃªle crucial des Imbonerakure, son organisation de jeunesse et milice propouvoir. Le rapport relÃ¨ve aussi des exactions commises par des groupes armÃ©s de l'opposition, notamment les Forces rÃ©publicaines du Burundi (Forebu) et la RÃ©sistance pour un Ã©tat de droit (RED-Tabara). - 'TorturÃ© matin midi et soir' - "Les crimes du rÃ©gime sont devenus systÃ©matiques et l'appareil d'Ã©tat est au service de cette rÃ©pression de masse. Des crimes contre l'humanitÃ© sont en cours et il existe un risque de gÃ©nocide", dÃ©nonce Anshaire Nikoyagize, prÃ©sident d'Iteka. Le rapport estime que la rÃ©pression s'est systÃ©matisÃ©e aprÃ¨s l'attaque de casernes militaires Ã Bujumbura par des groupes armÃ©s rebelles en dÃ©cembre 2015. "Disparitions forcÃ©es, exÃ©cutions sommaires Ã huis clos, lieux de dÃ©tention secrets, recours aux fosses communes, crimes sexuels, musellement de la presse et des ONG", Ã©numÃ¨re le rapport, qui Ã©voque aussi une pratique gÃ©nÃ©ralisÃ©e de la torture. "J'ai Ã©tÃ© torturÃ© matin, midi et soir" pendant un mois dans un cachot du service national de renseignement, tÃ©moigne le responsable d'un parti d'opposition arrÃªtÃ© en 2015. Pour la FIDH, "tous les critÃ¨res et les conditions de la perpÃ©tration d'un gÃ©nocide sont en place" dans ce pays ravagÃ© par une guerre civile meurtriÃ¨re entre 1993 et 2005. "Les Tutsi sont toujours plus visÃ©s par les violences et assimilÃ©s aux opposants au pouvoir, malgrÃ© la prÃ©sence de beaucoup de Hutu au sein de l'opposition politique, la sociÃ©tÃ© civile et l'opposition armÃ©e", s'inquiÃªte le rapport. "Les discours des autoritÃ©s semblent d'Ã©sormais faire partie d'une vÃ©ritable idÃ©ologie ethnique et gÃ©nocide d'Etat", ajoute-t-il, citant particuliÃ¨rement les paroles incendiaires de responsables officiels appelant Ã "pulvÃ©riser" ou "lessiver" les Tutsi. Des affirmations rÃ©futÃ©es par les autoritÃ©s burundaises: la FIDH "est dans une logique de mÃ©disance et de fabrication, il n'y a pas de gÃ©nocide ou de risque au Burundi", a dÃ©clarÃ© Willy Nyamitwe, responsable de la communication prÃ©sidentielle, en s'insurgeant contre une "tentative de division du peuple burundais (...) vouÃ©e Ã l'Ã©chec". "Il s'agit d'une attaque de plus de la part de ces organisations dites internationales (...) Ã la solde de ceux veulent dÃ©stabiliser le pays", a-t-il ajoutÃ©. Mais pour le prÃ©sident de la FIDH, "il faut arrÃªter cette descente aux enfers": "Agissons avant qu'il ne soit trop tard", exhorte Dimitris Christopoulos. L'ONG appelle l'Union africaine et les Nations unies Ã dÃ©ployer une mission d'imposition de la paix, et Ã relancer le dialogue politique, au point mort. Ils demandent Ã©galement Ã la CPI d'enquÃªter sur les crimes perpÃ©trÃ©s au Burundi.